



« Ils ont vendu le pays »

Réactions sur les réseaux sociaux
à l'accord de paix négocié par les
États-Unis en RDC

juillet 2025



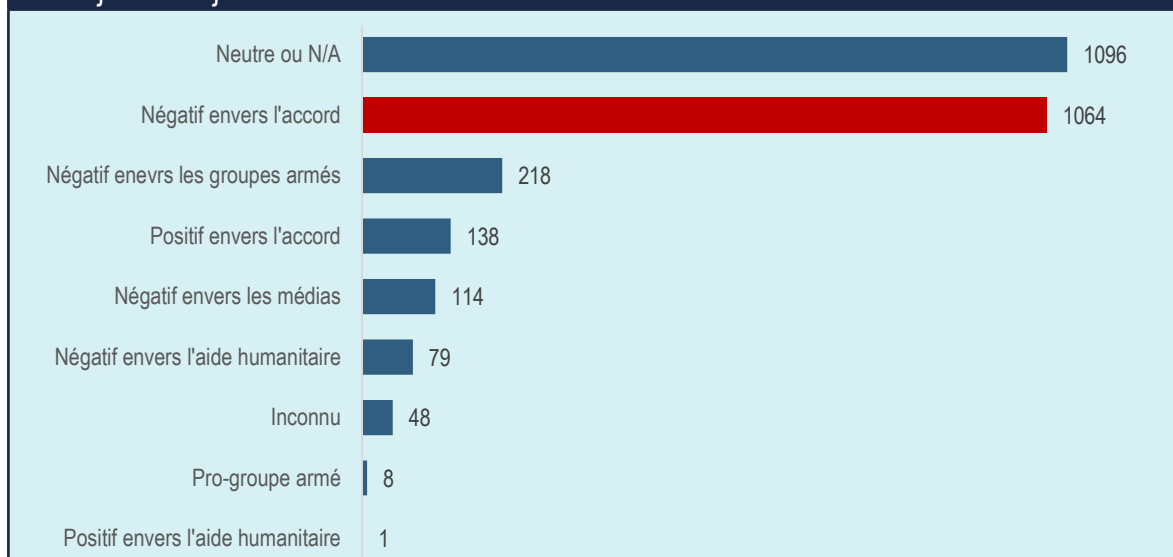
Ce briefing d'Insecurity Insight analyse l'activité sur les réseaux sociaux du 28 juin au 03 juillet 2025 en RDC, en évaluant les discours observés sur l'accord de paix avec le Rwanda.

Résumé

Le Rwanda et la République démocratique du Congo ont signé un accord de paix négocié par les États-Unis le 27 juin, qui permet à ces derniers de bénéficier d'un accès à **des minerais stratégiques**. Entre le 28 juin et le 3 juillet 2025, plus de 1 000 publications sur les réseaux sociaux en RDC ont été consacrées à l'accord de paix. Cette note est basée sur l'analyse d'un total de **2766 commentaires** publiés sur les réseaux sociaux en réponse à **sept publications médiatiques sur Facebook concernant l'accord de paix**. Ces sept publications ont été choisies car elles ont généré le plus grand nombre de réactions sur le sujet parmi les 1066 publications identifiées concernant l'accord de paix. Ces sept publications ont atteint environ **168 000 utilisateurs des réseaux sociaux**.

Les réactions à l'accord de paix ont été fortement polarisées. Les critiques représentaient 38 % des réponses, constituant ainsi le sentiment le plus répandu. De nombreux utilisateurs ont rejeté l'accord, le qualifiant d'imposé par des puissances étrangères, avertissant qu'il favorise l'exploitation minière au détriment de solutions durables, sans s'attaquer aux causes profondes du conflit. Les avis positifs sont restés très limités (138 commentaires), souvent assortis de conditions liées à des réformes internes et à la justice. Parmi les publications les plus commentées figuraient les réactions à une citation attribuée au dirigeant burkinabè Ibrahim Traoré, accusant les autorités congolaises de céder leur souveraineté aux puissances étrangères. Les utilisateurs ont alternativement soutenu ou rejeté son autorité morale. L'annonce par l'ONU du maintien des sanctions a suscité un scepticisme quasi unanime. Le soutien de Moïse Katumbi, chef du parti Ensemble pour le changement, au processus de paix et son appel au dialogue ont mis en lumière de profondes divisions autour de la confiance politique et de l'utilité de la réconciliation nationale. Si de nombreux commentaires expriment un désir de paix, la confiance dans les mécanismes actuels pour y parvenir reste faible.

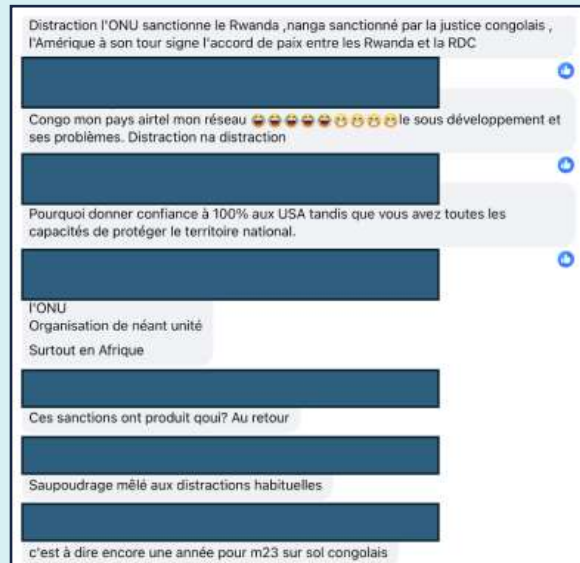
Sentiment des commentaires publiés sur réseaux sociaux en RDC sous les publications relatives à l'accord de paix du 28 juin au 3 juillet 2025



SPOTLIGHT : Une publication sur les sanctions de l'ONU déclenche un sentiment anti-ONU

L'annonce par l'ONU de la prolongation des sanctions contre les partisans des groupes armés en RDC, dans un contexte de louanges envers l'accord de paix du 27 juin, a suscité des réactions majoritairement négatives.

Les utilisateurs ont rejeté cette décision, la jugeant inefficace, symbolique et complice d'un jeu géopolitique coûteux en vies congolaises. Plutôt qu'un outil de résolution, cette mesure a été perçue comme une diversion. L'ONU a été largement tournée en dérision, qualifiée d'impuissante ou d'inutile, et accusée de protéger, voire de faciliter, les actions du Rwanda dans l'est du pays. Certains se sont indignés que l'organisation salue l'accord de paix tout en « ne faisant rien » pour stopper les violences perpétrées par le M23. D'autres sont allés plus loin, accusant l'ONU et les États occidentaux de soutenir délibérément les rebelles.



Ce que cela nous apprend

- La crédibilité de l'ONU en RDC est fortement mise en cause dans l'espace numérique, où elle est perçue comme détachée, complice ou incompétente en matière de sécurité.
- Les utilisateurs exigent des résultats concrets, plutôt que des déclarations ou des félicitations.
- Les accusations selon lesquelles l'ONU fermerait les yeux sur les actions des groupes armés, voire les encouragerait, sont répandues et ne relèvent pas de cas isolés.
- Pour beaucoup, les annonces officielles servent de prétexte à des commentaires sarcastiques ou à l'expression d'un fort mécontentement.
- Les organisations humanitaires perçues comme associées à la MONUSCO pourraient faire face à une résistance accrue, à des restrictions d'accès ou à des menaces pour leur personnel. Il est donc crucial de marquer une distinction claire, sur les réseaux sociaux, entre l'action humanitaire et les agendas politiques, afin d'aider les utilisateurs à mieux comprendre les mandats spécifiques qui relèvent de l'aide humanitaire.

Récits principaux

L'accord de paix accueilli avec méfiance sur les réseaux sociaux

L'accord de paix entre la RDC et le Rwanda signé le 27 juin a déclenché une vague de réactions négatives en ligne, avec **1 064 commentaires, soit 38 % des commentaires**, critiquant explicitement l'accord. Ces réactions reflètent un manque de confiance dans le processus et ses instigateurs, alimenté par une perception largement répandue d'ingérence étrangère, de complicité des élites et d'exploitation des ressources nationales.

- **Une médiation étrangère perçue comme illégitime**

De nombreux utilisateurs ont rejeté le rôle des États-Unis dans la négociation de l'accord, y voyant un nouvel exemple de l'incapacité de l'Afrique à résoudre ses propres crises. La tenue des pourparlers à Washington a été interprétée comme un signe de dépendance et de faiblesse, renforçant l'idée d'une souveraineté congolaise sacrifiée en échange de soutiens extérieurs.

« Dialoguer avec ceux qui financent la guerre non et non après tuer tu ouvres ta sale bouche en parlant du dialogue zoba.»

« Vendre la RDC aux mains de trafiquants Américains »

- **Récits de mainmise sur les ressources**

Les dispositions de l'accord concernant le partage des revenus miniers et les projets d'infrastructure ont été perçues non comme des avancées, mais comme un prétexte à l'exploitation extérieure. De nombreux utilisateurs ont présenté l'accord comme un compromis stratégique entre les élites locales et des puissances étrangères, notamment les États-Unis et le Rwanda, visant à contrôler les ressources de la RDC.

« Wana ekoma ekoma distraction ! Eux sanctionnent Kagame , Trump lui donne l'autorisation d'exploiter nos minerais et les raffiner ... c'est nous qui sommes bêtes en acceptant ces genres des dirigeants incompetents qui préfèrent compter sur des sanctions onusienne et une armée américaine imaginaire 🙄🙄🙄 bref peuple ya zoba”

« Un accord de honte , nos minerais à nous qu'on va partager avec les autre»

- **Doutes sur la mise en œuvre dans un contexte de violence persistante**

Les attaques continues du M23 et d'autres groupes armés dans l'est du pays ont nourri le scepticisme quant à l'efficacité de l'accord. De nombreux utilisateurs ont estimé que celui-ci ne traitait pas les causes profondes du conflit, telles que les griefs historiques, les déplacements massifs de population, et l'absence de justice ou de réparations pour les victimes de longue date. À leurs yeux, l'accord apparaissait comme une solution politique opportuniste, déconnectée des responsabilités historiques.

« L'accord signé n'aura aucun impact sur le terrain. Ceux qui s'y opposent verront la réalité dans les jours à venir. On ne peut jamais arrêter l'intérêt des sanguinaires par le papier, du moins par une force contraignante. »

« Le Rwanda est juste innocent 😭😭 Qui payera la réparation de guerre, qui va indemniser les familles endeuillées? Je manque juste les mots, donc aujourd'hui inutile de taxer encore quelqu'un de Rwandais à cause de son opinion, parceque nous faisons Un maintenant... malheureux Congo 😭😭 » »

- **Désillusion vis-à-vis des dirigeants congolais**

de nombreux commentaires ont présenté le gouvernement, en particulier le président Félix Tshisekedi, comme complice ou impuissant, échangeant la dignité nationale contre une stabilité politique à court terme.

« Un peu de combats ont déjà eu raison de la sagesse de Tshilombo — oh mon Dieu ! » (« Mwaaa bitumbaaa muke esilisiii Tshilombo mayele boye Nzambe »)

« Nous n'avons pas d'opposition ici chez nous ; arrêtons d'être fanatiques de certains dirigeants politiques parce qu'ils voient comment notre souveraineté est livrée aux Américains et applaudissent pour leurs propres intérêts. »

Ce que cela nous apprend

- **La légitimité publique est centrale** : les critiques ne visent pas uniquement le contenu de l'accord, mais aussi les acteurs impliqués dans sa négociation et le lieu où elle s'est tenue.
- **Une paix sans responsabilité manque de crédibilité** : dans un contexte de violences persistantes, l'accord est perçu comme symbolique, voire trompeur. Aux yeux du public, les pourparlers n'ont de sens que s'ils sont suivis d'une mise en œuvre concrète et de justice.
- **La méfiance envers les médiations étrangères s'accroît** : ce cas illustre une tendance plus large : les accords soutenus par des puissances extérieures sont jugés peu fiables, surtout lorsqu'ils s'accompagnent d'intérêts économiques liés aux ressources naturelles.
- **Un sentiment profond de trahison nationale** : de nombreux commentaires traduisent un sentiment d'exclusion croissante. Les utilisateurs se sentent écartés des décisions affectant leur sécurité et le contrôle des ressources, renforçant le ressentiment envers les élites nationales et les acteurs internationaux.

La déclaration du capitaine Traoré alimente le débat sur la souveraineté

Une publication relayant les propos du capitaine burkinabè Ibrahim Traoré a suscité un débat après qu'il a critiqué l'accord de paix entre la RDC et le Rwanda, signé aux États-Unis, qui selon lui permet à des puissances étrangères d'accéder aux ressources minières africaines. En dénonçant les dirigeants africains qui « traversent les océans pour céder leurs minerais », Traoré a provoqué des centaines de réactions, tant favorables que critiques. Cette prise de position a ravivé les frustrations liées à la médiation étrangère, au manque d'unité africaine et à la question de la souveraineté.

Au moins 138 commentaires ont rejeté ses propos, l'accusant d'hypocrisie au regard des partenariats du Burkina Faso avec la Russie. Certains y ont vu une tentative opportuniste d'exploiter la crise congolaise pour renforcer son image panafricaine. Malgré les divergences d'opinion, une méfiance généralisée envers les processus internationaux et le sentiment que l'Afrique a été marginalisée au profit d'accords conclus entre élites et autour des ressources minières ont prédominé.

Ce que cela nous apprend

- **Une méfiance généralisée envers l'influence étrangère** : si les critiques visaient principalement les puissances occidentales, plusieurs utilisateurs ont également remis en cause les alliances du Burkina Faso avec la Russie.
- **Des appels à l'unité africaine accueillis avec réserve** : bien que Traoré ait plaidé pour une solidarité intra-africaine, nombre de commentateurs ont perçu cette posture comme opportuniste ou irréaliste, et sont restés distants vis-à-vis de l'idéologie portée par l'AES.
- **Une défiance croissante envers les processus diplomatiques** : au-delà des opinions sur Traoré, beaucoup ont jugé l'accord de paix opaque, illégitime et dépourvu de mécanismes de responsabilité.



Le soutien de Moïse Katumbi attise la polarisation autour de l'accord de paix

Une publication relayant les propos de Moïse Katumbi, leader de l'opposition et président du parti Ensemble pour la République, a exprimé un soutien modéré à l'accord de paix du 27 juin entre la RDC et le Rwanda, négocié sous l'égide des États-Unis. Il a appelé à un dialogue inclusif, à la justice et à une réforme de la gouvernance pour garantir une paix durable. Cependant, les réactions sur les réseaux sociaux reflètent une confusion et une forte polarisation. De nombreux utilisateurs confondent l'accord en lui-même avec l'appel au dialogue de Katumbi, ce qui lui vaut des critiques de divers bords. Certains l'accusent d'hypocrisie pour avoir salué une médiation étrangère tout en critiquant le gouvernement. D'autres interprètent à tort sa position comme un soutien aux rebelles ou à des figures corrompues. Une minorité, en revanche, l'a salué comme un « véritable homme d'État ».

« Notre dialogue avec les Congolais et non avec les étrangers (Zambiens, Rwandais).

« Dialogue inclusif mais pas avec les étrangers »

« Personnellement, je trouve que les accords auront une importance si est seulement si la guerre s'arrête, par contre, ils ont un point très négatif sur l'économie de la RDC via le % de minerais signé où notre pays n'a que 10% et au finish je suis en train de pleurer dans ma chambre »

Ce que cela nous apprend

- **Une confusion entre paix et dialogue alimente les critiques** : de nombreux utilisateurs ont interprété le soutien de Katumbi à l'accord comme un appel à négocier avec les rebelles ou des figures impopulaires. Cette confusion sur le contenu de l'accord et sur le rôle du dialogue affaiblit les efforts de paix.
- **Une polarisation politique marquée** : même les partisans du dialogue en principe le rejettent lorsqu'il est associé à des acteurs controversés. Le rejet porte moins sur l'idée de paix que sur ceux qui sont perçus comme en tirant profit.
- **Une position centriste vulnérable** : la posture modérée de Katumbi — alliant soutien prudent à l'accord et critique du gouvernement — séduit certains, mais lui vaut des attaques des deux camps. Pour ses détracteurs, elle relève davantage de l'opportunisme que du leadership.

Rejet des négociations sous les publications relatives au Wazalendo

Une [note](#) d'observation portant sur les publications mentionnant les Wazalendo, rédigée avant l'annonce officielle de l'accord de paix, a mis en évidence les premiers signes d'une opposition publique à toute forme de négociation. Bien que ces publications aient généré un nombre limité de commentaires hostiles à l'accord, plusieurs rejettent explicitement l'idée d'un dialogue ou d'un cessez-le-feu avec les groupes armés, exprimant au contraire leur soutien à la poursuite des combats.

« Ces négociations ne vont rien apporter. Nos wazalendos et nos FARDC doivent se battre contre l'ennemi pour libérer nos territoires occupés illégalement. On ne doit plus continuer à négocier notre souveraineté. »

« Mieux se battre que de négocier car l'ennemi est déjà à bout de souffle. »

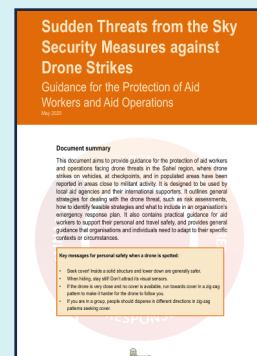
« Négocier avec des tels animaux c'est perdre le temps. Ça ne peut jamais stopper cette guerre. »

Autres ressources

La Safeguarding Health in Conflict Coalition (SHCC) a recensé **84 incidents** de violence ou d'obstruction aux soins de santé en RDC en 2024 : huit agents de santé ont été tués, neuf enlevés et des fournitures médicales pillées. Le nombre réel d'incidents et la gravité du problème sont probablement bien plus élevés. Les conflits prolongés, les épidémies de variole et les sites de déplacement surpeuplés mettent à rude épreuve le système de santé déjà fragile de la RDC. Les attaques contre les soins de santé ont doublé dans la province du Tanganyika, où les campagnes de vaccination ont été perturbées par des menaces et des actes de violence. Lire la fiche d'information complète en [anglais](#) et en [français](#). Télécharger les [données](#).



Les drones armés constituent une menace croissante dans les situations humanitaires, et leur utilisation va certainement **s'intensifier**. Autrefois rares, ils sont désormais omniprésents dans les conflits. S'adapter à la menace croissante des drones implique de repenser les mesures de sécurité dans les contextes à haut risque. Insecurity Insight a publié un guide pratique qui rassemble les meilleures pratiques actuelles, disponible en anglais et français. Voir également : [anglais](#) et [français](#).



Note de Suivi RDC. Ce document inaugure une série analysant les facteurs influençant l'accès et la sécurité des agences d'aide dans l'est de la RDC, afin de les aider à atténuer les risques et à adopter des approches prospectives pour garantir l'accès à la nourriture, aux soins de santé, à l'éducation et à la protection. Lire la fiche d'information complète en [anglais](#) et en [français](#).



Ce document est publié par Insecurity Insight.

Les analyses et opinions exprimées dans ce rapport appartiennent exclusivement à l'éditeur, Insecurity Insight. Insecurity Insight est une organisation humanitaire (**H2H**) engagée dans le respect des **Principes humanitaires**.

Ce document est financé et soutenu par le Fonds H2H, lui-même soutenu par le gouvernement britannique. Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent en aucun cas la position du réseau H2H ni du gouvernement britannique, qui ne sont pas responsables du contenu de ce document.

Nous sommes ouverts à toutes questions et commentaires. Partagez vos observations sur le terrain et en ligne. Vos informations nous aident à maintenir l'exactitude et l'actualité de notre analyse. E-mail : info@insecurityinsight.org. Rejoignez nos efforts pour protéger l'espace humanitaire. Inscrivez-vous à notre liste de diffusion **sur la surveillance des réseaux sociaux**. Vous trouverez davantage de ressources sur le site web **Social Media Monitoring**.

Aidez-nous à soutenir notre travail en partageant cette ressource. Veuillez copier et coller ce lien : <https://bit.ly/July2025DRCSMMPeaceDealFR>

Utilisation des données et avis de non-responsabilité

Ce rapport comprend une analyse du contenu des réseaux sociaux accessibles au public et recueillis sur des plates-formes ouvertes. Toutes les données ont été rendues anonymes afin de supprimer ou de masquer les détails d'identification, et aucun contenu provenant de groupes fermés n'a été utilisé. L'analyse a été réalisée dans l'intérêt public et conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'UE, sur la base d'un intérêt légitime. L'objectif de cette analyse est de soutenir le dialogue humanitaire, d'informer les politiques, de protéger les travailleurs humanitaires et les personnes qu'ils aident, et de contribuer à la recherche d'intérêt public.

Insecurity Insight. 2025. « Ils ont vendu le pays » Réactions sur les réseaux sociaux à l'accord de paix négocié par les États-Unis (juillet 2025). Switzerland: Insecurity Insight. <https://bit.ly/July2025DRCSMMPeaceDealFR>